

Dossier

9^{ème} conférence régionale



Pour la retraite par répartition
privé public, 37,5 annuités
pour l'abrogation des mesures
d'un financement de

Vos luttes dans la région

Plans sociaux, licenciements

Vie syndicale

Ratier: une importante victoire syndicale

Transport

À propos du nouvel aéroport

informations

N°147 • AVRIL 2003

Dossier

• 9ème Conférence régionale

Editorial

2

A la une

3

- GIAT: inacceptable!

Vos luttes dans la région

4

- 1er MAI
- Astrium
- Malause
- Ecole

Dossier

5/8

- 9ème Conférence régionale
- territoires-emploi
- industrie-service public
- décentralisation

Vie syndicale

9

- Ratier
- décentralisation

Transport

10

- à propos du nouvel aéroport

Brèves

11

- Gers
- CSI
- Institut régional du Travail
- CESR

Edito



Ces dernières semaines, le Gouvernement Raffarin affiche plus clairement ses intentions rétrogrades en matière de choix de société. Retraite, emploi, protection sociale, décentralisation, toutes les mesures envisagées, ne présagent rien de bon pour le salariat dans sa diversité, elles préparent un recul social sans précédent. Dans le même temps, depuis plusieurs mois, la situation économique et sociale de notre région se dégrade d'une manière excessive. De nombreuses entreprises de production disparaissent de notre territoire, des services publics de proximité sont sacrifiés au non de la concurrence, conséquence directe des directives européennes.

La multiplication des licenciements et des fermetures de sites est directement liée au système économique qui est principalement axé sur la rentabilité financière. Nous constatons malheureusement dans nos départements, que les délocalisations avec l'externalisation des productions concernent l'ensemble des secteurs d'activité.../...

Ce sont bien des choix délibérés, car aucune activité productive n'est condamnée.

Face à cette situation, la question qui reste posée, c'est de savoir si les salariés avec les syndicats vont être en capacité de se rassembler dans la lutte afin d'imposer d'autres choix, pour changer cette société injuste et inégalitaire que le patronat et les différents gouvernements veulent nous infliger.

D'ores et déjà, ne faut-il pas exiger des élus locaux et des parlementaires, une mobilisation avec des prises de position plus fermes envers l'état, plutôt que des messages de solidarité et de soutien envers les salariés qui subissent les plans de licenciements ?

Face aux restructurations et aux fermetures d'entreprises, des mobilisations grandissent dans des départements de Midi Pyrénées. Dès maintenant, ne devons nous pas réfléchir à la construction de convergences de lutte au niveau régional dans toutes les professions ? Devant ce désastre et ce gaspillage économique, je reste persuadé, que l'avenir de notre société appartient aux salariés.

Maurice GUICHE
secrétaire général UD82



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094

31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1 • N°147 • Avril 2003

N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :

Martine Bernard

Tél. 05 61 23 35 52

Fax 05 61 21 06 67

e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr

Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

GIAT, inacceptable



Plans sociaux, licenciements: construire les solidarités en région !

Le PDG de GIAT-Industries vient d'annoncer, avec l'aval du gouvernement, un nouveau plan de restructuration. Trois sites seront fermés, quatre seront maintenus mais fortement amputés et trois autres seront " rationalisés " pour être filialisés. Au total 4 000 emplois directs, sur 6 250, seront supprimés d'ici 2006. Avec ceux induits par la sous-traitance, ce sont près de 16 000 emplois qui seront rayés de la carte. Pour certaines collectivités, c'est toute l'économie locale qui se trouve menacée.

Le gouvernement approuve totalement ce plan désastreux. Alors que la situation économique se dégrade, que l'emploi stagne et que le chômage ne cesse d'augmenter, par son approbation, le gouvernement cède aux exigences du patronat qui poursuit dans tous les domaines les licenciements et la désindustrialisation.

Ce plan est imprégné de l'idéologie libérale et vise la privatisation totale de l'industrie d'armement. Il a un coût exorbitant pour les contribuables, puisque celui-ci

est estimé à 850 millions d'euros. Il a des conséquences extrêmement graves pour les salariés de GIAT-Industries et leurs familles, pour des bassins d'emplois, pour l'avenir d'une activité stratégique. La CGT condamne résolument ce plan désastreux.

La CGT et sa Fédération nationale des Travailleurs de l'État se prononcent pour l'arrêt des processus de privatisations et de restructurations en cours dans l'industrie de défense ; de la soumission de celle-ci aux critères de rentabilité financière faisant des armes, des marchandises comme les autres.

Avec ses deux établissements Tarbes et Toulouse, réduits à la portion congrue et la disparition de 900 emplois, notre région est une nouvelle fois frappée de plein fouet.

La commission exécutive de l'Ud Cgt des Hautes-Pyrénées appelle à construire un riposte d'envergure pour maintenir et développer l'emploi industriel.

En effet les industries de défense ne sont pas des industries ordinaires. Elles doivent procéder d'une réelle maîtrise publique et nationale pour garantir une véritable indépendance de la France, mais aussi pour soustraire la fabrication et le commerce des armes des logiques de rentabilité financière. La constitution d'un pôle public des industries de défense est indispensable.

Les syndicats avec les salariés du GIAT multiplient les initiatives d'action à Tarbes, à Toulouse, ils étaient nombreux à Paris le 16 avril, à Saint-Jean de Luz le 26 avril. Ils viennent d'obtenir un premier succès de leur mobilisation! En effet la direction a accepté à la demande des syndicats d'ouvrir une véritable négociation sur un "accord de méthode" . Il ne s'agit pas de la remise en cause du plan de restructuration mais de l'ouverture de négociations sur lesquelles les salariés pourront peser pour imposer d'autres choix que ceux préconisés par la direction. ■

Rencontre des syndicats des entreprises victimes de plans sociaux • •

A l'initiative du comité régional cette rencontre à laquelle ont participé les syndicats cgt Giat Toulouse et Tarbes, Pechiney Ariège et Lannemezan, Valéo Mazamet, CNES, Filpac, Métallurgie, unions départementales 09, 31, 65, a permis

de faire l'état des lieux, le point de la mobilisation et tracer les perspectives d'actions. En Midi Pyrénées sur 4 départements se sont 4500 suppressions d'emplois qui sont intervenues en 2002, 2500 emplois seront supprimés en 2003. L'état des sup-

pressions d'emploi en Midi-Pyrénées sera rendu publique au cours d'une conférence de presse le 20 mai. La construction d'une initiative d'action régionale est jugée nécessaire, sa réalisation est mise en débat dans les organisations concernées. ■

1^{er}-13 et 25 mai.. un mois de mai décisif!

L'annonce par le gouvernement de ses véritables intentions concernant le réforme des retraites met en évidence le véritable recul de société qu'il préconise en parfait accord avec le Medef. L'ensemble des organisations syndicales ont dit leur opposition au projet et ont indiqué leur volonté d'agir ensemble pour imposer d'autres choix. Ainsi le 1er mai revêt un caractère particulier et sera un véritable tremplin pour une action nationale d'envergure le 25

mai mais aussi pour celles dans l'éducation nationale le 6 mai, le 13 mai à l'appel des 6 confédérations syndicales. Dans notre région pas moins d'une douzaine de rassemblements et de manifestations largement unitaires dans tous les départements et qui verront la participation de milliers de manifestants. Dans une région particulièrement frappée par les plans sociaux et les licenciements, cette mobilisation sera l'occasion de porter plus fortement les enjeux



liés à l'emploi. Avec le 1er mai réussissons la journée d'action unitaire du 13 mai et créons les conditions d'une grande manifestation à Paris le 25 mai. Tout va dépendre beaucoup de nous pour convaincre salariés du public et du privé pour agir ensemble et se faire réellement entendre du gouvernement ■

Astrium

Astrium, filiale spatiale du Groupe EADS à Toulouse, entreprise de pointe qui fabrique des satellites, est sous la menace d'une importante restructuration. C'est le plus important site de la société avec 2200 salariés, l'annonce de la suppression d'un millier de postes a suscité une vive colère des personnels dont une majorité d'ingénieurs. Dès l'annonce de ce plan ils se sont mobilisés, plus de 1700 ont manifesté dans les rues de Toulouse en mars, plus d'un millier étaient en grève le 14 avril et bloquaient l'activité de tout un secteur. La grave crise des télécommunications, la chute des commandes de satellites, la baisse des investissements publics, la recherche de la rentabilité sont à l'origine de la crise

que connaît l'industrie spatiale. Personnels et syndicats refusent la réduction des effectifs et les transferts d'activité.

Malause

Les salariés de l'entreprise Bonna-Sabla de Malause (82) étaient en grève pour s'opposer à



la fermeture programmée de leur entreprise. Importante entreprise du bâtiment et des travaux publics, sa fermeture est un nouveau coup dur porté à l'économie du département. La lutte se poursuit donc !

École

Les personnels enseignants et non enseignants de nombreux collèges, lycées et écoles de notre région étaient en grève reconductible ce mois d'avril. Outre les mesures concernant la retraite annoncées pour la fonction publique, les projets de transferts de la gestion des personnels aux collectivités territoriales, dans le cadre de la décentralisation que met en place le gouvernement suscite leurs légitimes inquiétudes et colère. La cgt soutient leur lutte. Elle sera marqué d'un nouveau temps fort le 6 mai prochain à l'appel de toutes les organisations syndicales.



Midi-Pyrénées

9^{ème} conférence régionale 20-21 novembre

**elle réunit
les membres
des ce d'ud,
les mandatés
régionaux, et se
tiendra à Tarbes**



Le Comité régional a décidé de tenir la Conférence régionale les 20 & 21 novembre 2003 à Tarbes. Celle-ci a lieu tous les 3 ans, elle n'est pas un congrès, elle n'a donc pas pour vocation d'adopter des textes d'orientation ou d'élire une direction. Elle est le moyen de faire le point de l'activité régionale de la Cgt avec les membres des CE Ud, les camarades ayant un mandat régional. Elle permet d'échanger sur les enjeux et les défis auxquels sont confrontés les salariés en Région et de définir des priorités d'action.

la place des territoires dans notre activité syndicale

Pour préparer cette Conférence régionale, le Comité régional propose de réfléchir à partir de l'activité de ces 3 années, de voir les avancées comme les limites du travail réalisé, de définir des thèmes de réflexion et d'engager dès maintenant le débat dans les Ud, les professions, les unions locales et de trouver des formes nouvelles

pour y parvenir. Notre précédente conférence régionale avait, notamment mis l'accent sur l'urgence de prendre en compte la dimension du territoire dans l'activité syndicale. En effet l'entreprise appartient à un territoire, les choix

faits par les groupes capitalistes influent directement sur le développement ou non de celui-ci. Dans son rapport au 47^{ème} congrès, Bernard Thibault soulignait que " c'est dans une étroite articulation entre les

besoins et les réponses qui y sont apportés à chaque niveau territorial, que se joueront de pair le développement de l'économie et de la démocratie à l'intérieur de chaque pays comme au sein d'un ensemble coordonné de pays comme l'Europe "

Toute l'activité régionale développée pour faire prendre en compte la dimension du territoire s'est traduite par de nombreuses initiatives autour de la mise en place des pays. Cette démarche déployée par les Ud a permis de développer une activité syndicale plus proche des salariés et n'a pas été sans effet sur le résultat Cgt aux Prud'hommes.

Le territoire est le terrain de luttes importantes pour y maintenir, développer l'emploi, les activités et les services nécessaires à toute présence humaine.

(suite page 6)



des questions à débattre...

pour un syndicalisme de conquête



Territoires - emploi

Depuis la dernière Conférence régionale l'emploi s'est considérablement dégradé notamment dans le secteur industriel et dans les grands groupes installés depuis des décennies en Midi-Pyrénées. Ils procèdent au nom de la rentabilité, de l'économie mondialisée à des restructurations qui aboutissent à la disparition de nombreux sites (Valéo Cahors - Pechiney Marignac-AZF) à celle programmée (Péchiney Auzat - Valéo Labastide - Giat Tarbes Toulouse) de nombreuses entreprises (JOB - Carpenter...)

Le Comité Régional pense qu'il est urgent, aux regards des enjeux, de construire des convergences et des solidarités entre les salariés en lutte des différentes entreprises frappées par les licenciements, les plans sociaux de tous les départements de Midi-Pyrénées. Il a fait des propositions dans ce sens. Nous devons réfléchir ensemble aux raisons qui empêchent cette construction solidaire pour l'emploi et l'avenir de notre région.

Elles sont multiples, elles trouvent leur origine dans une tendance au repli sur l'entreprise, sur son territoire, aux difficultés de travailler les coopérations professionnelles et interprofessionnelles dans une démarche véritablement confédéralisée en Région.

C'est pourquoi partant des orientations décidées au 47^{ème} congrès, nous proposons de préparer la conférence régionale à partir de chaque territoire (local, départemental) et des luttes qui se développent en coopération professionnelle et interprofessionnelle autour des thèmes suivants :

- Territoires - emploi,
- Industrie - services publics
- Décentralisation - démocratie sociale.

Cette réflexion sur chaque thème nous permettant de faire l'état des lieux, des luttes, de travailler des propositions de développement, de construire des solidarités pose de manière incontournable quelle région nous voulons ! Cela supposons de développer, renforcer le syndicalisme que nous voulons en région ! Le débat vous appartient maintenant. ■

Quelques éléments pour introduire la réflexion et le débat sur chaque thème:

Cette démarche de destruction massive s'est accélérée depuis le début de l'année et touche les secteurs de pointe tel que le spatial (Astrium - CNES). 4500 emplois industriels ont disparu en 2002, la disparition de plus de 2 500 emplois est programmée pour les mois à venir ! Parallèlement se développent dans l'agglomération toulousaine le secteur de l'aéronautique autour de l'aéroconstellation et la création de milliers d'emplois attendus. Derrière ces annonces et la construction du plus grand chantier européen, se profilent des risques de développement de la précarité du travail et de mise au pas de la sous-traitance.

Dans le débat préparatoire à la Conférence nous avons à examiner, à partir des luttes qui se développent, comment :

(suite page 7)

territoire-emploi industrie-services publics....

**pour l'emploi,
des activités,
des services
nécessaires
pour vivre et
travailler en
région !**



■ Agir et faire vivre des propositions de défense et développement de l'emploi industriel en Midi-Pyrénées dans le cadre d'un tissu diversifié qui s'appuie sur les atouts qui existent dans notre Région, examiner les actions pour y parvenir, les moyens de son financement,

■ À partir de notre action en Région comment participer à la construction du nouveau statut du travail salarié, du plein emploi solidaire...

■ Quelles coopérations développer en Région, interrégionalement...

Industrie-services publics

L'emploi industriel et le développement d'un tissu industriel diversifié en Midi-Pyrénées posent les questions essentielles de l'aménagement du territoire et de la place des services publics et des liens avec le secteur industriel,

notamment celles des infrastructures, (communication - transport), de l'énergie...

L'argument utilisé par la direction de Péchiney du coût de l'EDF pour justifier de ses choix d'abandon en Ariège, révèle l'urgence de donner une nouvelle dimension à cette question. En effet en Ariège comme dans les autres sites des Pyrénées l'avenir du service public de l'électricité et de l'électrometallurgie sont étroitement liés. Cela a permis de nouvelles coopérations entre les syndicats des 2 secteurs pour construire ensemble des ripostes à la démagogie de la direction de Péchiney.

De la même façon l'audit réalisé par le Gouvernement sur les grands travaux et les décisions de remettre en cause les choix faits, frappent de plein fouet notre Région. Ainsi seraient remis en cause la modernisation de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT), le TGV Narbonne-Toulouse-Agen-Bordeaux, la traversée centrale des Pyrénées.

La mise en œuvre des choix précédents (SROS*) ou les réformes en cours (hôpital 2007, décentralisation) remettent en cause sur le territoire, l'accès aux services publics.

Aussi dans le débat préparatoire à la Conférence, nous aurons à examiner, à partir des luttes qui se développent et qui témoignent de l'attachement des populations à leurs services publics:

- Quelles propositions pour des services publics modernes,
- Services publics en milieu rural, urbain,
- Emploi industriel et place des services publics.

* SROS: Schéma d'Organisation Sanitaire



décentralisation démocratie sociale

Quelle véritable décentralisation...?

Décentralisation démocratie sociale

Le 28 février 2003, Jean-Pierre RAFFARIN a dévoilé à Rouen son projet décentralisation : les départements auraient dorénavant compétence en matière de gestion des routes nationales, action sociale, logement social, médecine scolaire, carte scolaire. Les régions se verraient transférer les compétences en matière d'aides aux entreprises, gestion des fonds européens, culture, tourisme, emploi, santé. Les collectivités territoriales seraient de plus chargées dorénavant de la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) des lycées et collèges.

Sous couvert de rapprocher le citoyen du lieu de décision, il s'agit plutôt de réduire les dépenses publiques de l'état, soit en les transférant aux collectivités territoriales, soit en envisageant purement et simplement leur privatisation.

Ainsi, les missions transférées aux collectivités le seront accompagnées des ressources que l'état y consacrait jusqu'à présent ... sans bilan des besoins des usagers, ni états des lieux ! Or les gels de crédits budgétaires affectant tous les ministères ne laissent rien augurer de bon concernant les compensations que l'état est en mesure d'assurer aujourd'hui. Dans ces conditions, on peut craindre que l'état cherche à transférer carences et pénuries aux collectivités territoriales.

Celles-ci n'auront alors que deux solutions : soit l'explosion de la fiscalité locale, soit ne pas satisfaire les besoins réels des citoyens.

Chacun est en droit d'exiger un service public de qualité garantissant l'égalité d'accès mais aussi la cohésion territoriale. Cela implique aussi le maintien et le développement d'un emploi public statutaire suffisant et performant. Élus, citoyens, usagers mais aussi personnels des services publics doivent pouvoir intervenir dans la définition des besoins et le contrôle de leur satisfaction ; cela nécessite la création de droits nouveaux. La proximité, la démocratie, sont des éléments essentiels, ils ne sont pas des concepts à dévoyer pour légitimer une réforme !

L'avis sur la décentralisation rendu par le Conseil Économique et Social Régional de Midi-Pyrénées ne répondait pas aux exigences portées par la CGT en matière de décentralisation. Bien au contraire, il ne manifestait pas suffisamment de recul et de distance par rapport au projet Raffarin, notamment en ce qui concerne la politique de santé. Le groupe CGT au CESR a donc voté contre cet avis.

En région, de nombreux salariés luttent actuellement pour la défense d'une certaine vision du service public bien éloignée des conceptions du gouvernement. La CGT est partie prenante et soutient ces luttes.

2003 sera une année décisive, le

CGT CENTRE HOSPITALIER CGT
MONTAUBAN
SALAIRE + EMPLOI RETRAITE



gouvernement a l'intention d'aller vite dans le vote des lois permettant l'expérimentation puis le transfert des compétences vers les collectivités.

Le débat préparatoire de la conférence régionale devra permettre aux militants de la cgt de :

- s'approprier les véritables enjeux de cette réforme,
 - exiger cet état des lieux, ce bilan qui nous sont refusés,
 - faire exprimer les besoins des usagers, des personnels et agir pour leur satisfaction,
 - travailler à d'autres propositions pour une véritable décentralisation citoyenne et démocratique.
- Ensemble, nous devons construire et imposer un modèle de développement du territoire autour de la défense du service public et des valeurs d'égalité et de progrès social sur lequel il est fondé.



Décentralisation, l'avis du cesr...

les raisons du vote de la cgt, contre l'avis du cesr



Dans son intervention au nom du groupe cgt Jean Bonet-Monsonis a notamment déclaré (extraits)

“Une réforme de cette ampleur aurait dû engendrer un débat national de grande envergure avec l'ensemble des citoyens et se conclure par un référendum.../...”

Aujourd'hui, tout appelle une vraie décentralisation dans le cadre d'une cohésion nationale faite de solidarité et de citoyenneté.

Il y a en effet nécessité de réduire les inégalités sociales et territoriales, nécessité de refuser l'accentuation d'une mise en concurrence des territoires dont l'emploi en paie souvent le prix for.../...

La décentralisation doit donc être un outil au service du développement et

de l'emploi et non au service de la seule économie du capital. Elle se doit aussi de réparer les inégalités existantes du fait d'une trop grande centralisation des politiques locales. En partant du postulat que la décentralisation rapproche le citoyen des décisions politiques qui le concernent et les rend ainsi efficaces, on ne peut s'opposer au mouvement décentralisateur, mais il convient de vérifier que les grands principes républicains ne sont pas remis en cause et que l'État nation conserve ses compétences notamment au niveau des services publics, mais aussi en terme d'aménagement harmonieux du territoire national.../... Le CESR qui dans ses avis sur les transferts de compétences avait jusqu'à ce jour manié avec pru-

dence ses suggestions en la matière, apparaît comme hypnotisé par le projet gouvernemental comme en témoigne ses nombreuses citations du discours du Premier Ministre, faisant fi de la logique libérale qui guide ce projet et de sa finalité qui peut conduire à une République inégale, éclatée et illisible.../... Cela démontre que les choix du CESR s'inscrivent pleinement dans une logique de choix sociétaux, bien loin du seul concept de la décentralisation. Ces choix là ne sont pas les nôtres et amènent le Groupe Cgt à voter contre ce projet d'avis. ■

●●●●● Ratier : une victoire syndicale

L'ancien PDG et son DRH sont reconnus coupables pour discriminations syndicales par le Tribunal correctionnel de Cahors dans le Lot. Ils sont condamnés à verser une amende de 3 700 euros chacun et 5 000 euros à l'UD CGT du Lot ainsi que 265 000 euros de dommages et intérêts aux 8 militants qui suivant les cas toucheront entre 12 000 et 50 000 euros. Il aura fallu 4 ans de procédure, d'opiniâtreté, de courage de ces militants et de leurs familles qui ont aussi subi les effets de cette chasse aux sorcières, pour parvenir à ce résultat qui ouvre des espaces de démocratie et de citoyenneté à l'entreprise.

La CGT qui se mobilise depuis de nombreuses années sur ce sujet a établi une liste de plus de 70

entreprises "discriminantes", grandes ou petites, du privé comme du public; elle entend bien poursuivre son action pour faire respecter PARTOUT le droit et le fait syndical. Les succès obtenus des Peugeot aux RVI, les jugements favorables et les nouveaux textes de loi qui sanctionnent les mesures discriminatoires sont autant de points d'appui à valoriser et qu'il nous faut s'emparer dans chaque entreprise. A cet effet une rencontre régionale sera organisée courant mai avec les RATIER pour marquer cet événement sur notre région, examiner tous les dossiers en cours et indiquer concrètement la démarche à suivre pour celles et ceux qui veulent s'y engager. Cette victoire ouvre des perspectives pour le

syndicalisme, pour le droit de se syndiquer et de militer sans être menacé tout au long de sa carrière et pour de nouvelles conquêtes sociales. C'est ce qu'on compris de nombreux jeunes de Ratier Figeac qui ont rejoint massivement notre organisation et dont certains sont élus aujourd'hui sur des listes de la CGT, qui a repris le CE en 2001 et conforté à nouveau sa progression aux élections de ce début d'année.

Dans une déclaration le syndicat cgt de l'entreprise indique “ *Le syndicat Cgt apprécie cette décision car elle rend justice à des hommes reconnus pour leur sérieux et leur professionnalisme. Nous l'apprécions car elle indique qu'il est possible d'assurer un mandat collectif sans pour autant avoir à subir le joug patronal.../...* ”

Aéroport: les véritables enjeux !



Transport aérien: des propositions pour l'avenir !

La question d'un nouvel aéroport dans l'agglomération toulousaine a suscité de nombreuses réactions et de vives inquiétudes des populations. Elles ont participé à de nombreuses manifestations qui ont eu un retentissement important dans la région. Le CRCGT, le groupe cgt CESR avec les syndicats cheminots Midi-Pyrénées et l'Usaccgt ont travaillé ensemble à définir les problématiques liées à cet enjeu.

Partant de notre expérience à Toulouse (cf le pôle chimique), nous refusons d'être enfermés dans un dilemme. Le débat n'est pas pour ou contre l'aéroport ni dans une mise en concurrence entre les salariés d'une part et les populations riveraines d'autre part qui soulèvent de légitimes questions.

L'agglomération toulousaine concentre plus du quart de la population régionale et presque un tiers de l'emploi. Sa vocation de capitale de l'aéronautique européenne n'est pas sans impact sur l'évolution des échanges européens et sur les besoins nouveaux de communications, de services.

Pour autant Midi-Pyrénées se caractérise par un très fort déficit d'infrastructures de communication et qui constitue un handicap pour son développement. L'audit réalisé par le gouvernement concernant les grands travaux inscrits dans le contrat de plan 2000-2006, conclut à l'abandon d'un certain nombre en Midi-Pyrénées notamment: la moder-

nisation de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT), le TGV Toulouse-Paris, la traversée centrale des Pyrénées. Ces décisions sont lourdes de conséquences pour notre région et fragilisent son développement. Il est donc urgent d'agir pour des équipements de transport qui allient les différents modes rail-route-avion.

Néanmoins, sous l'effet conjugué de la déréglementation du transport aérien, de la concurrence entre compagnies et l'augmentation du nombre de passagers nous assistons à l'explosion du trafic aérien. En même temps 70% des destinations au départ de Toulouse le sont vers Paris.

Cette situation ne doit-elle pas conduire à prendre d'urgence la décision de mettre en chantier la liaison TGV Toulouse -Paris ?

Cependant et malgré l'augmentation du trafic, la cgt considère que l'aéroport de Blagnac est loin d'être saturé. Il dispose de deux pistes parallèles, d'équipements modernes, efficaces et ses capacités théoriques laissent encore une marge de manoeuvre !

Alors quelles sont les raisons qui justifient un nouvel aéroport et donc le transfert de Blagnac?

Des raisons économiques qui anticipent l'avenir et le futur développement de l'agglomération?

Ou les pressions de certains groupes, qui, s'appuyant avec démagogie, sur les légitimes inquiétudes de la population riveraine,

s'oppose à tout progrès. Il faut en finir avec ce débat qui oppose développement économique et environnement-cadre vie et qualité de vie !

Pour la cgt, il n'y a pas d'opposition entre développement économique-aménagement du territoire-environnement, ce sont les choix politiques des gouvernements successifs, du patronat qui sacrifient les individus et leur bien-être. C'est pourquoi, il est urgent que s'ouvre un débat public avec les salariés, les populations concernées par des choix qui engagent leur avenir. Dans ce débat nous faisons:

des propositions pour l'avenir !

- la mise en chantier rapide de la ligne TGV Toulouse-Paris, permettant ainsi une offre de transport plus diversifiée, la modernisation de la ligne POLT* telle que prévue dans le contrat de plan état-région.

- la pérennisation de la plateforme de Blagnac en redoublant de vigilance sur les questions environnementales, (avions performants, amélioration des procédures pour réduire les nuisances, droit d'intervention des populations...)

- préserver l'avenir et utiliser les moyens disponibles pour procéder aux réserves foncières suffisantes pour tenir compte des nouvelles contraintes en matière de nuisances.

*POLT: Paris-Orléans-Limoges-Toulouse

gers

L'Union locale de l'Isle Jourdain vient d'être créée. Elle vient de tenir sa première commission executive. Cette union locale voit son champ d'action étendu à plusieurs cantons autour de l'Isle - Jourdain. Son objectif est de développer l'activité de la cgt du gers dans un secteur en plein développement. Elle soutient les salariés de la nouvelle Armagnac Midi en lutte pour leurs revendications.

CSI

L'assemblée générale du CSI, instance de la CES regroupant les organisations membres des régions transfrontalières, s'est tenue à Perpignan le 22 avril dernier. M. Bernard (CR), G. Vidallet (UD31), P. Bessière (UD09), M. L. Bertrand (CESR) représentaient la délégation de Midi-Pyrénées. Elle a procédé au renouvellement de la présidence qui se trouve confiée pour deux ans aux CCOO de Catalogne. Elle a établi son plan d'action pour deux ans, la cgt a proposé une initiative sur les risques industriels, une sur les finances ainsi que les transports.

irt

L'Institut régional du travail est maintenant officiellement constitué. D'une part le CA de l'université du Mirail a adopté le principe de sa création à la quasi unanimité, d'autre part il vient de réunir son premier conseil d'administration. Il est composé de représentants des 3 confédérations (cgt, cfdt, fo) historiquement à l'origine de la création des IRT, à part égale avec les universitaires composant la représentation de l'université. Il a procédé à l'élection de son président, parmi les membres des organisations syndicales.

Daniel GUY professeur en Sciences de l'Education à l'Université du Mirail, militant de l'Ugict-cgt a été élu directeur de l'institut parmi les membres représentant l'université.

Une nouvelle étape commence, celle de l'agrément par les différents ministères et l'obtention des moyens nécessaires à un démarrage prévu pour la rentrée universitaire 2003-2004.

cesr

Une réunion de travail entre le groupe cgt cesr et les syndicats cgt de l'aéronautique et du spatial se tiendra le 7 mai en vue de l'audition de la cgt dans le cadre de la saisine du cesr sur l'industrie aéronautique et spatiale en Midi-Pyrénées.

